

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 13 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAT BRAUN Urmatt

ZA de la forêt
67280 URMATT

Code AIOT : 0006701554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement SIAT BRAUN Urmatt implanté ZA de la Forêt - 67280 URMATT. L'inspection a été annoncée le 30/09/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par le suivi de la mise en demeure par arrêté préfectoral du 08/12/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAT BRAUN Urmatt
- ZA de la Forêt - 67280 URMATT
- Code AIOT : 0006701554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Groupe SIAT - site d'Urmatt exploite des installations de scierie du bois sur la commune d'URMATT.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le suivi de la mise en demeure par arrêté préfectoral du 08/12/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes de sécurité et consignes générales d'intervention	AP de Mise en Demeure du 08/12/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que les prescriptions ayant fait l'objet de la mise en demeure par arrêté préfectoral du 08/12/2021 sont respectées. La mise en demeure est levée de fait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité et consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«La société Groupe SIAT - site d'Urmatt, dont les installations sont situées 46 rue du Général De Gaulle - ZA de la Forêt sur la commune d'Urmatt (67280), est mise en demeure, de respecter les prescriptions énoncées aux articles 7.6.5 (Consignes de sécurité) et 7.6.6 (Consignes générales d'intervention) de l'arrêté préfectoral du 02/05/2012 modifié, sous un délai de deux et six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> ◦ mettre à disposition de ses salariés intervenants un exemplaire du Plan d'Opération Interne (POI) ; • sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> ◦ former les salariés intervenants au Plan d'Opération Interne (POI) ; ◦ former les salariés pour la mise en œuvre du confinement des eaux polluées. <p>Le personnel de conduite de la cogénération en travail posté sera formé en priorité sous un délai n'excédant pas deux mois à compter de la notification du présent arrêté. »</p>
<p>Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 08/12/2021, de respecter les prescriptions des articles 7.6.5 (Consignes de sécurité) et 7.6.6 (Consignes générales d'intervention) de l'arrêté préfectoral du 02/05/2012 modifié, sous un délai de deux et six mois.</p> <p>En effet, le contrôle de l'inspection du 22/10/2021 en inopiné de 22h10 à 23h40 a mis en lumière l'absence de formation des salariés intervenants et l'absence de mise à disposition du Plan d'Opération Interne (POI). Ces constats sont des manquements aux dispositions des articles 7.6.5 (Consignes de sécurité) et 7.6.6 (Consignes générales d'intervention) de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Par courrier daté du 07/02/2022, l'exploitant a apporté les différents éléments de réponse suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>"Plusieurs exemplaires du P.O.I ont été imprimés et les classeurs dédiés mis à la disposition des salariés intervenants : 1 au poste d'accueil, 1 dans la salle commande de la cogénération et 1 dans les deux salles de gestion de crise ;</i> • <i>Le personnel de conduite de la Cogénération a été formé au POI et à la manœuvre de la vanne de confinement des eaux polluées. Les fiches d'émargement sont jointes ;</i> • <i>Vous trouverez également joint le calendrier de formation au POI des autres salariés intervenants (2022_Planification Formation POI)."</i> <p>Par courriel daté du 26/09/2022, l'exploitant a adressé les attestations de formation de ce personnel.</p> <p>Ainsi, l'inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16 salariés ont suivi la formation au contenu du POI du site, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Emplacement physique du classeur POI ; ◦ Objectifs, structure et contenu des différentes parties du POI ; ◦ Fiches synthèse d'intervention ; ◦ Emplacement et manœuvre vanne confinement des eaux d'extinction incendie ; • 8 salariés ont suivi la formation sur le fonctionnement de la cellule de crise conformément à l'organisation définie dans le POI du site et dont le contenu de la formation est : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Comprendre les mécanismes d'une crise ; ◦ Identifier les différents rôles dans une cellule de crise ; ◦ Définir et structurer l'organisation interne permettant la gestion de la crise ; ◦ Prendre conscience de l'importance de la cellule de crise.

Lors du contrôle de l'inspection du 06/10/2022, il a été constaté que :

- par sondage que les classeurs étaient bien disponibles au poste d'accueil et en salle commande de la cogénération ;
- le binôme de techniciens de conduite de la cogénération présent figure bien sur la liste du personnel formé et que ces derniers confirment avoir été formés.

L'inspection note que l'exemplaire papier du POI consulté en salle commande de la cogénération, n'est pas référencé ni par une date, ni par un numéro de version sur la page de garde et au sommaire.

L'exploitant est invité à corriger cet oubli afin de pouvoir suivre les mises à jour à venir.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet